

• **Les crises s'accélèrent. Assiste-t-on à la fin d'une époque ? Le philosophe Jean-Yves Pranchère tempère.**

• **Il se félicite du calme de la population belge qui ne cède pas à la violence.**

• **Il loue également la qualité du débat public en Belgique, plus rigoureux, selon lui, que le débat français.**

“La réponse politique au terrorisme est très peu lisible”

“Le débat public en Belgique est de bonne qualité”

Entretien **Bosco d'Otreppe**

Comment comprendre cet été si particulier qui semble s'enfoncer dans tant de crises, tout autant que dans la violence terroriste la plus froide ? Alors que la géopolitique internationale se trouble, la Belgique politique et intellectuelle, ballottée au cœur de l'Europe, recherche urgemment un vivre ensemble nouveau. Jean-Yves Pranchère (voir son portrait ci-contre) se penche sur son cas.

Tout semble s'accélérer cet été. Les attentats violents se multiplient sur fond de crises économiques, écologiques, européennes, religieuses, géopolitiques, nationalistes. A quoi assiste-t-on ? A la fin d'une époque ?

On annonce la fin d'une époque tous les dix ans ! Pour le moment, nous sommes en suspens : rien ne s'est encore décanté cet été, mais il est vrai que l'on assiste à une sorte d'accélération simultanée des crises politiques et de la violence terroriste. On ne peut cependant qu'observer la capacité des sociétés européennes touchées par les attentats à réagir d'une manière exemplairement calme. Les stratégies terroristes qui viseraient à transformer l'Europe en champ de bataille ne semblent, pour l'instant, pas concluantes. La menace s'alourdit, c'est vrai, la tension monte, mais les violences n'ont pas enclenché le cycle infernal qui

pourrait naître de contre-violences. Et s'il s'agit de tensions, notons que l'Europe en a déjà traversé de très aiguës depuis la Seconde Guerre mondiale, pensons simplement au terrorisme des années 70.

Peut-être pourrait-on voir cependant un signe important dans le fait que, depuis 2008, l'hégémonie néolibérale, qui n'avait cessé de se fortifier depuis les années 80, semble avoir atteint ses limites et être entrée en crise. Mais est-ce suffisant pour affirmer que l'on assiste à la fin d'une époque ? Le néoconservatisme nationaliste qui engrange en ce moment de réels succès ne vise pas à contredire le néolibéralisme, mais seulement à le compenser en offrant des satisfactions identitaires d'ordre largement imaginaire.

Vous parlez de la calme réaction des Européens, mais on assiste tout de même, sur Internet particulièrement, à une banalisation des propos racistes.

Ce phénomène détestable peut s'analyser de deux façons. La première est d'en minimiser la portée en disant que la parole abjecte qui se multiplie est finalement une sorte de moindre mal, sans commune mesure avec la violence physique. On ajoutera que la violence verbale sur les réseaux sociaux

n'est peut-être pas représentative d'un état général de la société, dans la mesure où ces réseaux sont souvent accaparés par des individus minoritaires chez lesquels l'absence du face-à-face ou encore l'anonymat de l'écran créent une désinhibition.

Mais – c'est la deuxième façon d'envisager ce phénomène –, on peut aussi redouter que cette libération de la violence verbale prépare une ambiance favorable à un passage à la violence physique. C'est un danger réel.

Comment qualifier les réactions politiques et sécuritaires apportées au terrorisme en Belgique ?

La réaction politique à la crise a le mérite de ne pas être hystérique. Mais elle a le défaut de ne pas être très lisible. La prudence semble dominer. Est-elle trop passive ? Concernant la question proprement sécuritaire, je ne suis pas qualifié pour juger. Il me semble cependant que la réponse la plus importante (ce qui ne veut pas dire la plus urgente) devrait tenir dans l'assèchement des sources sociales, intellectuelles et idéologiques où puise l'islamisme. L'éducation reçue à l'école, mais aussi la formation des imams sont ici essentielles. Or, ce sont des domaines où ni les réponses ni leur évaluation ne peuvent être immédiates, même si on peut avoir l'impression

d'un manque d'initiatives nettes. La Belgique, comme d'autres États européens, me semble surtout prisonnière de deux contraintes contradictoires. Celle de con-

server, avec des pays tels que l'Arabie saoudite ou la Turquie par exemple, les alliances nécessaires pour faire face à des phénomènes comme celui de l'État islamique; et celle de devoir dessécher les idéologies qui offrent un terreau au terrorisme et dont ces pays sont parfois les vecteurs.

Pour participer à ces réponses, le monde intellectuel belge a-t-il son mot à dire et se fait-il assez entendre ?

En tant que Français installé en Belgique depuis un certain temps, je dirais que le débat public belge francophone est d'une réelle qualité. De nombreux intellectuels qui ont une présence dans les médias belges se caractérisent par une authentique intégrité et une véritable rigueur. Je pense à un Edouard Delruelle, un Philippe Van Parijs ou un François De Smet – mais il y en a d'autres. Le débat public belge témoigne d'une certaine dignité et je pense que c'est lié à la culture politique du pays qui est celle du compromis, et de la représentation proportionnelle plutôt que majoritaire. Ce débat fait davantage place aux arguments intellectuels, à des intellectuels experts, modestes, à des travailleurs universitaires, que le débat français qui fait une grande place aux pop stars et aux publicitaires de la pensée.

“On peut redouter que la libération de la violence verbale prépare un passage à la violence physique.”

Le portrait express

L'intellectuel belge

Où sont-ils, les intellectuels belges ? Alors qu'ils descendent dans l'arène médiatique armés de rhétorique du côté de Paris, ils se font plus discrets du côté de Bruxelles. Français

d'origine, Jean-Yves Pranchère semble s'être bien adapté à son pays d'adoption. Spécialiste des Lumières, coauteur en 2016 de l'ouvrage “Le procès des droits de l'homme”, le voici désormais professeur de théorie politique au département de science politique de l'ULB, et membre du Centre de théorie politique. A lui

seul, il pourrait représenter cette classe formée par de nombreux intellectuels en Belgique. Plus souvent “spécialistes” que “penseurs”, techniciens rigoureux et discrets qu'orateurs remarquables, ils s'offrent cependant une attention qu'il ne faudrait pas négliger jusqu'au sein du monde politique.

“L’urgence n’est pas de retrouver des valeurs communes, mais des espaces communs de dialogue”

On lit de plus en plus qu’une des urgences est que la société belge retrouve un projet commun qui puisse rassembler les communautés et redonner à la jeunesse des finalités. Si c’est le cas, à qui revient-il de proposer de tels projets? Au monde intellectuel?

Permettez-moi deux réticences. L’invocation de valeurs communes, de projets et de finalités a quelque chose de vague et d’incantatoire. Je sais que Régis Debray a dit que le désert des valeurs fait sortir les couteaux, mais je suis réservé face à ces discours qui voudraient diagnostiquer le présent comme une perte par rapport au passé.

Si l’on se retourne vers le XX^e siècle, on constate que c’est le trop-plein des “finalités communes” qui a fait sortir les couteaux d’une manière bien plus violente que ce à quoi nous assistons aujourd’hui. Peut-on par ailleurs expliquer la singularité de notre situation par une cause aussi générale que la disparition de “valeurs” indéterminées? Pourquoi le nihilisme, qu’il est d’usage de déplorer depuis deux siècles, produirait-il justement maintenant, chez certains jeunes, une désidentification

qui conduirait au terrorisme? Face à un problème posé pour ainsi dire “en survol”, la solution proposée en évoquant des valeurs ou des finalités communes risque d’être vide. On ne peut pas livrer aux gens un projet, de telles valeurs ou de telles finalités clé en main. Et ce n’est pas au monde intellectuel, en fonction d’une posture aristocratique selon laquelle l’intellectuel serait celui qui saurait et qui donnerait des instructions au bon peuple, de fournir des valeurs ou un “réenchantement” du monde qui nous servirait d’ersatz de religion.

Quel est le devoir des intellectuels du coup?

Il est de fournir au débat collectif des outils d’analyse, des informations méthodologiquement contrôlées, des éclaircissements conceptuels, bien plus que de définir un projet à partir d’une illusoire position de surplomb. Plutôt que de demander à des “maîtres” de “donner du sens”, comme si le sens pouvait tomber du ciel des idées, pré-occupons-nous surtout d’assurer l’existence d’un espace authentiquement commun pour la délibération dé-

mocratique, d’où les “projets communs” surgiront. Mais cela passe par la suppression des apartheid sociaux, et par une politique des droits qui soit une véritable mise en œuvre de l’égalité, et non un alibi rhétorique de la bonne conscience.

Cet espace commun est-il encore possible en Belgique, ou faut-il craindre que le pays devienne un conglomérat de communautés fermées sur elles-mêmes?

L’espoir est aussi mauvais conseiller que le pessimisme. Tenons-nous en à la vigilance, sans exagérer ni minimiser les tendances de replis qui se développent actuellement. Et n’oublions pas non plus la tendance ségrégative qui se manifeste par exemple dans le phénomène de l’évasion fiscale. On se concentre sur les tendances ségrégatives des communautés, et c’est important, mais on reste trop silencieux sur celles issues du capitalisme financier. Ces dernières sont moins visibles et moins spectaculaires, mais elles sont délétères, en particulier parce qu’elles privent la collectivité démocratique des moyens économiques de l’éducation et de l’intégration.

*“On ne peut pas
livrer aux gens
des projets ou
des valeurs
clé en main.”*

JEAN-YVES PRANCHÈRE

Professeur
de théorie politique à l’ULB.